

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 22/696</b>  <b>AVENANTS AUX CONVENTIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSTITUTIVES DE DROITS REELS ACCORDEES AUX OCCUPANTS DE LA ZA DE PORQUEROLLES - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

**ABSENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/696**

**BUREAU DU 19 DÉCEMBRE 2022**

**O B J E T : AVENANTS AUX CONVENTIONS D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE CONSTITUTIVES DE DROITS REELS  
ACCORDEES AUX OCCUPANTS DE LA ZA DE  
PORQUEROLLES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP),

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** les conventions d'Occupation Temporaire constitutives de droits réels délivrées à 29 occupants pour 33 locaux de la Zone d'Activités de Porquerolles par le Département, Autorité Portuaire de l'Epoque, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2008,

**VU** le transfert de propriété par le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de Toulon en date du 03 février 2020,

**VU** la déclaration préalable de travaux obtenue pour la réhabilitation de la Zone d'Activités de Porquerolles en date du 04 août 2020,

**VU** l'avis favorable de la Commission Mobilités du 10 novembre 2022,

**CONSIDERANT** qu'en 2007, le Conseil Général du Var, alors Autorité Portuaire, a consenti des Autorisations d'Occupation Temporaire constitutives de droits réels à 27 occupants, dont 21 lots sur le bâtiment A et 10 lots sur le bâtiment B de la Zone d'Activités de Porquerolles ayant pour objet de permettre aux bénéficiaires de réaliser les travaux de construction immobilière,

**CONSIDERANT** que la Zone d'Activités de Porquerolles est concernée par de nombreux dispositifs permettant la protection du site, dont notamment : site patrimonial remarquable, Opération Grand Site, Natura 2000, aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, périmètre Monuments Historiques, et que cela a complexifié l'obtention de la déclaration préalable de travaux qui a été délivré le 04 août 2020,

**CONSIDERANT** la hausse importante du budget, relative à la rénovation de la Zone d'Activités de Porquerolles, entre 2008, date de démarrage des conventions et 2022, qui est financée par les bénéficiaires des Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT) constitutives de droits réels,

**CONSIDERANT** les délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions, à savoir le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le commencement des travaux prévus à compter du mois d'octobre 2023,

**CONSIDERANT** la demande des représentants de la Zone d'Activités de Porquerolles de voir leur titre d'occupation prolongé,

**CONSIDERANT** que le retard constaté dans la réalisation des travaux n'est pas imputable aux occupants qui ont dû adapter leur projet aux contraintes du site jusqu'à l'obtention de l'autorisation du 04 août 2020,

**CONSIDERANT** que dans les circonstances de l'espèce, il serait inéquitable de demander aux occupants la réalisation immédiate des travaux sans que la durée restant à courir de leur convention ne leur permette de les amortir,

**CONSIDERANT** qu'en tenant compte du fait que les occupants ont exploité leur bien depuis 15 ans, une prolongation de la durée des contrats pour une durée égale à la moitié de cette période apparaît fondée,

**CONSIDERANT** qu'il sera rappelé en outre que l'article L2122-1-2 du CGPPP autorise la prolongation des titres d'occupation du domaine public qui n'excède pas la durée nécessaire au dénouement, dans des conditions acceptables notamment d'un point de vue économique, des relations entre l'occupant et l'autorité compétente,

**CONSIDERANT** dès lors qu'il convient de prolonger les conventions d'autorisation d'occupation constitutives de droits réels d'une durée de sept (7) ans,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les avenants aux conventions d'autorisation d'occupation constitutives de droits réels délivrées sur la Zone d'Activités de Porquerolles pour une durée de sept ans, ainsi que tous les actes qui en découlent pour les occupants suivants :

<b>N° de lot</b>	<b>Société</b>	<b>Nouvelle date d'expiration</b>
100	SARL SOLEIL DES ILES	31 décembre 2064
101	SARL CREG	31 décembre 2061
102	SARL CREG	31 décembre 2038
103	MME CATHERINE GIARDINA	31 décembre 2038
107	SARL AU MARIN BRETON	31 décembre 2052
109	SARL PORQUEROLLES PLONGÉE	31 décembre 2064
110	SARL HALLIDAY MARINE	31 décembre 2049
112	SARL YACHT SERVICE	31 décembre 2064
113	SARL ASSISTANCE MARINE	31 décembre 2064
114	SARL LOCAMARINE 75	31 décembre 2064
115	SAS MAJACAN	31 décembre 2064
116	SARL ALIMENTATION GÉNÉRALE DE L'ILE	31 décembre 2064
117	SARL LAVERIE DU PORT	31 décembre 2059
118	SAS DISCULPA	31 décembre 2056
119	SARL BEUZ	31 décembre 2064
120	SARL BLACK PEARL	31 décembre 2064
122	SARL PORQUALIMENTATION	31 décembre 2045
123	SASU JMC	31 décembre 2064
124	M. PATRICK DEWAELE	31 décembre 2049
125	SAS LOU SOULEOU	31 décembre 2058
126	SARL BATEAU TAXI LE PÉLICAN	31 décembre 2064
200	SARL YACHT SERVICE	31 décembre 2062
203 et 208	SARL SECP	31 décembre 2064
204 et 205	SARL COOPÉRATIVE DE PORQUEROLLES	31 décembre 2057
206, 209 et 212	SARL LE DAUPHIN PORQUEROLLAIS	31 décembre 2063
207	SARL CHEZ NANARD	31 décembre 2043
211	SARL SUCRÉ SALÉ	31 décembre 2050

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision ne vient pas modifier les incidences financières précédentes.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR 13  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0



**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 1 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**SARL BLACK PEARL  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N° 120 (Ex n° 22)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. « BLACK PEARL », immatriculée au R.C.S. de Toulon sous le n° 829 481 597, dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, dûment représentée par Monsieur Stéphane RENOUX, gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « l'Exploitant ».

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 20 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Monsieur Georges PAUL, commerçant, sis Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne **le lot n° 20** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **34 m<sup>2</sup>** et **le lot n° 22** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **86 m<sup>2</sup>** et une terrasse d'une superficie de **21 m<sup>2</sup>**.

La destination des lieux mis à disposition est « **location de cycles et services bagages** ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à **279 055,18 € HT**.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 2/07/2017, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an/m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 en date du 18 juin 2014, il a été pris en considération la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots devenus respectivement lot n°118 et lot n°120 les superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité portuaire concédante, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.



Par avenant n° 2 en date du 26 mars 2015, il a été pris en compte la création de la S.A.S dénommée DISCULPA dont Monsieur Georges PAUL est le Président en vue d'exploiter les lots susmentionnés.

Par arrêté préfectoral n° 75/2016-BCL du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous à compter du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée devenue Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 par le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée « Toulon Provence Méditerranée ».

Conformément à la décision du Bureau Métropolitain n° 18/188 du 16 mars 2018, il a été décidé d'acter la cession des droits issus de sa convention d'AOT constitutive de droits réels de la SAS DISCULPA concernant le lot n° 120 suite à une offre d'achat des actifs commerciaux concernant la « location de cycles » faite par la S.A.R.L. BLACK, pour y exercer l'activité de « location de cycles » et une nouvelle convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels a été signée en date du 16 avril 2018.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 16 avril 2018, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 7 de la convention de la convention d'AOT constitutive de droits réels signée par Monsieur Georges PAUL le 26 novembre 2007, la présente convention est conclue jusqu'au **31 décembre 2064**.

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros  
D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors D = 27 + [ (I - 10 000) / 1 000]  
Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors D = 37 + [ (I - 20 000) / 4 000]  
Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

Les investissements d'un montant de **211 764,77 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

## **Article 2 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

## **Article 3 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Black Pearl

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Stéphane RENOUX

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 1 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.S.U. J.M.C  
Rue de la Ferme  
ILE DE PORQUEROLLES  
83400 HYERES**

**LOT(S) N°123 (Ex n°25)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

d'une part,

Et la SASU J.M.C, dont le siège est à 83 400 HYERES Ile de Porquerolles, Rue de la Ferme, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 429 023 773, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc GOMES, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant ».

d'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Par convention signée le 12 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Madame Christine CHARVET, commerçante exploitant le restaurant « AILLEURS » sis Zone d'Activité de l'île de Porquerolles 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le lot n° 25 qui comprend :

- une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de 72 m<sup>2</sup>
- une terrasse d'une superficie de 32 m<sup>2</sup>

La destination des lieux mis à disposition est « Restauration ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 139 527,59 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an/m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n° 1 signé en date du 18 juin 2014, il a été convenu entre le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence et Madame CHARVET, notamment, de modifier la numérotation du lot devenu lot n°123, de lui affecter des tantièmes en raison de la création d'une copropriété et de reporter certains délais devenus obsolètes et d'acter la nouvelle autorité Portuaire, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par courrier en date du 16 avril 2015, Madame Christine CHARVET a confirmé à Ports Toulon Provence son souhait de céder les droits issus de la convention d'AOT constitutive de droits réels sus visée au plus tôt.

Par courrier en date du 17 avril 2015, Monsieur Jean-Marc GOMES Gérant de la société JMC, agréé par Madame CHARVET, a fait part de son souhait de racheter les actifs commerciaux de cette dernière, afin d'exercer une activité d'atelier de fabrication de crèmes glacées, de sorbets et de vente à emporter et sur place.

Cette activité étant différente de celle prévue dans la convention du 12 décembre 2007 nécessitait l'accord préalable de l'Autorité Portuaire.

Une convention d'occupation temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels a donc été signée en date du 30 novembre 2015, conformément à la délibération n° PTP/15/05/DAG/197 du 05 novembre 2015, pour acter la cession au profit de la SASU JMC, afin d'exercer une activité d'atelier de fabrication de crèmes glacées, de sorbets et de vente à emporter et sur place ainsi que de vente de boissons non alcoolisées à emporter.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 30 novembre 2015, toutes les mentions « Syndicat Mixte Ports Toulon Provence » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 30 novembre 2015, l'article 4 « Ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier » est remplacé par ce qui suit :

Pour l'exercice de l'activité visée à l'article précédent, le bénéficiaire est tenu de réaliser les travaux de construction immobilière définis dans le descriptif ci-dessous et de remises aux normes telles que définis dans l'annexe à la convention de la zone d'activité portuaire.

A ce titre et s'agissant d'une remise à niveau complète, il n'a pas été établi d'état d'installation intérieure de gaz, de diagnostic de performance énergétique, d'état d'installation intérieure d'électricité. Le bénéficiaire est néanmoins tenu de respecter toutes les obligations législatives et réglementaires propres aux locaux dont il a la charge à la signature du présent contrat dans l'attente de la réalisation des travaux.

Le plan joint en annexe précise la superficie à bâtir.

En ce qui concerne l'enveloppe extérieure, les travaux comprennent :

- Reconstruction complète de la couverture et si nécessaire de la charpente
- Ravalement des façades et pignons par enduits hydrauliques
- Remplacement de toutes les menuiseries extérieures : fenêtres, volets, portes, auvents...

En ce qui concerne le volume intérieur, les travaux comprennent la remise à niveau aux normes en vigueur applicables aux constructions neuves au jour de la signature du présent contrat.

L'occupant est autorisé à réaliser, sous réserve de l'obtention du permis de construire et d'une manière générale de toutes les autorisations administratives pour ce faire :

- Un logement équipé de 3 couchages maximum répondant aux conditions de l'annexe à la présente convention.
- Tous travaux complémentaires nécessaires à l'activité autorisée.

Le montant des dépenses hors taxes à engager pour ces installations est évalué à 139 527,59€ HT.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Conformément à la convention signée le 12 décembre 2007, le barème est le suivant :

I= Montant de l'investissement en euros

D= Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 Euros < I ≤ 20 000 Euros	alors D = 27 + [ (I - 10 000) / 1 000 ]
Si 20 000 Euros < I ≤ 100 000 Euros	alors D = 37 + [ (I - 20 000) / 4 000 ]
Si I > 100 000 Euros	alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-si la fraction d'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure.

Le bénéficiaire a un droit réel tel que prévu dans le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et le Code Général des Collectivités Territoriales sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalise. »

### **Article 3 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 30 novembre 2015, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 14 de la Convention d'AOT constitutive de droits réels signée par Madame CHARVET le 12 décembre 2007, la présente convention est conclue jusqu'au **31 décembre 2064**.

Les investissements d'un montant de 139 527,59€ HT devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence conformément à l'article 4 ci-dessus.

Les investissements de quelque nature que ce soit réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 4 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

**Article 5 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
SASU JMC

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean Marc GOMES

Hubert FALCO



**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 1 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.S. LOU SOULEOU  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N° 125 (Ex n° 27)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.S LOU SOULEOU, dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 844 313 346, dûment représentée par son Président Monsieur Xavier ETTOUATI, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant ».

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 17 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Madame DARD commerçante, sise Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 44 ans concerne **le lot n° 27** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **33 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « Magasin de vente vestimentaire ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à **74 414, 71 € HT**.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 2 juillet 2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an/m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Madame DARD a cédé les droits issus de cette convention à la S.A.R.L SUR LE CHEMIN DE LA PLAGE représentée par son Gérant, Monsieur Franck NARBONNE.

Une nouvelle convention d'AOT constitutive de droits réels a été signée au profit de cette société en date du 23 janvier 2013 pour la durée restant à courir, soit jusqu'au 31 décembre 2051.

Par avenant n°1 en date du 11 juin 2014, il a été pris en considération la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, la nouvelle référence du lot devenu lot n°125, les superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation

des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité portuaire concédante, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral n° 75/2016-BCL du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous à compter du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée devenue Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 par le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée « Toulon Provence Méditerranée ».

Par courrier en date du 11 octobre 2018, Monsieur Franck NARBONNE, Gérant de la S.A.R.L SUR LE CHEMIN DE LA PLAGE, indiquait qu'il souhaitait céder les droits issus de sa convention d'AOT constitutive de droits réels concernant le lot n°125 aux époux ETTOUATI (avec possibilité de substitution par une personne morale) avec lesquels il a signé un compromis de vente avec conditions suspensives dont celle de l'autorisation de l'Autorité Portuaire.

Ces derniers représentant la S.A.S LOU SOULEOU, en date du 18 octobre et du 21 novembre 2018, sollicitaient l'autorisation de transfert du local n° 125 pour y exercer les activités de « vente de tous vêtements, textile d'habillement, articles de prêt à porter, chapellerie, chaussures, accessoires de prêt à porter, vente de tous articles de souvenirs, bijoux fantaisie et objets de décoration ».

Par convention signée en date du 26 mars 2019, conformément à la décision du Bureau Métropolitain n° 19/19 en date du 07 janvier 2019, il a été décidé d'acter la cession des droits issus de la convention d'AOT constitutive de droits réels de la S.A.R.L SUR LE CHEMIN DE LA PLAGE au profit de la S.A.S LOU SOULEOU.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 26 mars 2019, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 7 de la convention de la convention d'AOT constitutive de droits réels signée par Madame Michèle DARD le 17 décembre 2007, la présente convention est conclue jusqu'au **31 décembre 2058**.

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros  
D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$   
Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$   
Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

Les investissements d'un montant de **74 414,71€ HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

## **Article 2 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

**Article 3 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
SAS Lou Souleou

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Xavier ETTOUATI

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 1 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L CREG  
Rue du Phare  
Ile de PORQUEROLLES  
83400 HYERES**

**LOT N° 102 (Ex n° 3)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L CREG (Entreprise Générale de Construction et de Rénovation), immatriculée au R.C.S de Toulon sous le n°322 336 298, dont le siège est à 83 400 HYERES Ile de Porquerolles rue du Phare dûment représenté par Monsieur Alexis GERBOTTO, son Gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le Bénéficiaire » ou « l'occupant ».

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 14 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Monsieur Philippe MEUNIER, Artisan, sis Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 24 ans concerne :

- **le lot n° 3** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **14 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « **Stockage produit industriel** ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à **13 953,76 € HT**.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 2/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an/m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 en date du 18 juin 2014, il a été pris en considération la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, la nouvelle référence de lot devenu lot n°102, les superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité portuaire concédante, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral n° 75/2016-BCL du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous à compter du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée devenue Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 par le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée « Toulon Provence Méditerranée ».

Par courriers en date du 16 et du 23 octobre 2018, Monsieur Philippe MEUNIER nous indiquait qu'il souhaitait céder les droits issus de sa convention d'AOT constitutive de droits réels concernant le lot n° 102, en raison de son départ à la retraite, à la S.A.R.L CREG représentée par Monsieur Alexis GERBOTTO déjà titulaire d'une AOT constitutive de droits réels sur un local voisin.

Ce dernier, par courrier en date du 26 octobre 2018 sollicitait l'autorisation de transfert du local n° 102 pour y exercer l'activité de « Stockage produit industriel ».

Conformément à la décision du Bureau Métropolitain n° 18/1089 en date du 17 décembre 2018, une convention d'autorisation constitutive de droits réels pour le lot n° 102 de la ZA de Porquerolles a donc été signée au profit de la S.A.R.L CREG en date du 18 juin 2019.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 18 juin 2019, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 7 de la convention de la convention d'AOT constitutive de droits réels signée par Monsieur Philippe MEUNIER le 14 décembre 2007, la présente convention est conclue jusqu'au **31 décembre 2038**.

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros



Si  $10\,000 \text{ euros} < I \leq 20\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$   
Si  $20\,000 \text{ euros} < I \leq 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$   
Si  $I > 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 57$

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure.

Les investissements d'un montant de **13 953,76 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

Elle prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

## **Article 2 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

## **Article 3 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. CREG

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Alexis GERBOTTO

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L AU MARIN BRETON  
Place d'Armes  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N° 107(Ex N° 8)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

### **d'une part,**

Et la S.A.R.L. AU MARIN BRETON dont le siège est à HYERES (83400), Place d'Armes, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 442 016 143, dûment représentée par sa gérante, Madame Catherine GIARDINA, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

### **d'autre part,**

### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 11 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. AU MARIN BRETON dont le siège est Place d'Armes, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 38 ans concerne le **lot n°8** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **47 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « stockage produit inerte ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 51 160,11 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par l'avenant n° 1 signé le 07 juillet 2014, il a été décidé de modifier la convention afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 11 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 11 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 51 160,11 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **45 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2052.**

Les investissements d'un montant de **51 160,11 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Au Marin Breton

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Catherine GIARDINA

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**SARL PORQUEROLLES PLONGEE  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N° 109 (Ex N°10)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

### **d'une part,**

Et la SARL « Porquerolles Plongée », dont le siège social est à HYERES (83400), Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 401 592 274, représentée par M. Michaël MOREAU, gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

### **d'autre part,**

## **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 03 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. Porquerolles Plongée, domiciliée Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le lot n°10 qui comprend :

- une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **55 m²**
- une terrasse d'une superficie de **35 m²**

La destination des lieux mis à disposition est « **Local Plongée Loisir** ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 134 876 ;66 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros / an / m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 29 août 2014, il a été décidé de modifier la convention afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 03 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 03 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 134 876,66 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :



-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure  
-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **134 876,66 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Porquerolles Plongée

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Michaël MOREAU

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. HALLIDAY MARINE  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°110 (Ex N°11)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. HALLIDAY MARINE dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 501 592 919, dûment représentée par Monsieur Thierry BENARD, gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 20 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. HALLIDAY MARINE, domiciliée Zone d'Activités Portuaires, BP 19, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 35 ans concerne le **lot N°11** qui comprend :

- une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **73 m<sup>2</sup>**
- une terrasse d'une superficie de **65 m<sup>2</sup>**

La destination des lieux mis à disposition est « Atelier de réparation mécanique ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 41 858,27 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 18 juin 2014, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence et la S.A.R.L. HALLIDAY Marine ont décidé notamment de prendre acte de la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, des nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, des nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 20 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 20 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 41 858,27 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **42 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2049.**

Les investissements d'un montant de **41 858,27 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. HALLIDAY Marine

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Thierry BENARD

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. YACHT SERVICE  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°112 (Ex N°14)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. YACHT SERVICE dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 398 000 273, dûment représentée par Monsieur Hubert DE VEYLLER, cogérant, , ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 22 novembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. YACHT SERVICE domiciliée Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le **lot N°14** qui comprend :

- une parcelle d'une contenance de **131 m<sup>2</sup>**
- une terrasse d'une superficie de **70 m<sup>2</sup>**

La destination des lieux mis à disposition est « chantier naval ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 167 433,10 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros / an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par l'avenant n° 1 en date du 18 juin 2014, il a été décidé de modifier la convention afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte des Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 22 novembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 22 novembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 167 433,10 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :



-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **167 433,10 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Yacht Service

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert DE VEYLDER

Hubert FALCO



**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. ALIMENTATION GÉNÉRALE DE L'ILE  
Place d'Armes  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°116 (Ex N°18)**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. ALIMENTATION GÉNÉRALE DE L'ILE dont le siège est à HYERES (83400), Place d'Armes, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 497 672 881, dûment représentée par Monsieur David PESCE, co-gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant ».

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 17 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. ALIMENTATION GÉNÉRALE DE L'ILE domiciliée Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le **lot n°18** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **50 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « stockage alimentaire ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 102 320,23 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 18 juin 2014, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence et la S.A.R.L. Alimentation Générale de l'Ile représentée par M. PESCE ont décidé de prendre acte de la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, des nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, des nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que de la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 17 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 17 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 102 320,23 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **102 320,23 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Alimentation Générale de l'Ile

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

David PESCE

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. LAVERIE DU PORT  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°117 (Ex N°19)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. LAVERIE DU PORT dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 440 880 789, dûment représentée par Monsieur Philippe PISANI, gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant ».

**d'autre part,**

### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 22 novembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. LAVERIE DU PORT domiciliée Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 45 ans concerne le **lot N°19** qui comprend :

- une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **48 m²**
- une terrasse d'une superficie de **40 m²**

La destination des lieux mis à disposition est « Laverie, pressing et vente de serviettes et draps ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 79 065,63 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 20 août 2014, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence et la S.A.R.L. Laverie du Port ont décidé notamment de prendre acte de la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, des nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, des nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.



Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 22 novembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 22 novembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 79 065,63 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si  $10\,000 \text{ euros} < I \leq 20\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si  $20\,000 \text{ euros} < I \leq 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si  $I > 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 57$

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **52 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2059.**

Les investissements d'un montant de 79 065,63 € HT devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Laverie du Port

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Philippe PISANI

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**Monsieur DEWAELE Patrick  
Rue de l'Artisanat  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°124 (Ex N°26)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et Monsieur Patrick DEWAELE, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 333 184 265, domicilié à HYERES (83400), Rue de l'Artisanat, Ile de Porquerolles, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 29 novembre 2007, le Département du Var a consenti à Monsieur Patrick DEWAELE, commerçant, domicilié à Rue de l'Artisanat, Ile de Porquerolles, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 35 ans concerne le **lot n°26** qui comprend :

- une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **19m<sup>2</sup>**
- une terrasse d'une superficie de **30m<sup>2</sup>**

La destination des lieux mis à disposition est « Artisanat d'art ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 41 858,27 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 18 juin 2014, il a été pris en considération la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, la nouvelle référence de lot devenu lot n°124, les superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité portuaire concédante, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens,

droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 29 novembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 29 novembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 41 858,27 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **42 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2049.**

Les investissements d'un montant de **41 858,27 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Patrick DEWAELE

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. BATEAU TAXI LE PELICAN  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°126 (Ex N°16B)**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. BATEAU TAXI LE PELICAN dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 440 683 530, dûment représentée par Monsieur Jan GABRIEL, gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant ».

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 19 décembre 2007, le Département du Var avait consenti à la S.A.R.L. LOCAMARINE 75 dont le siège est situé à la Zone d'Activité de l'île de Porquerolles, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concernait le lot n°16 qui comprenait une parcelle à bâtir d'une contenance de 108 m<sup>2</sup> et une terrasse d'une superficie de 82 m<sup>2</sup>.

La destination des lieux mis à disposition était la location, la gestion, le gardiennage et la maintenance de bateaux.

L'occupant avait été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 186 036,79 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du conseil général du 02 juillet 2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par courrier en date du 17 août 2008, la S.A.R.L. LOCAMARINE 75, représentée par sa gérante, Madame Véronique COURTECUISSSE FLEURY de WITTE, a sollicité la possibilité de céder à titre gratuit, une partie du lot n° 16, au profit de la S.A.R.L. BATEAU TAXI LE PELICAN, afin d'y installer l'atelier d'entretien et de maintenance de ses navires ainsi qu'un logement pour le personnel et ce, conformément à l'article 14 de la convention du 19 décembre 2007.

Par convention signée le 29 juin 2010, le Syndicat Mixte Varois des Ports du Levant a donc consenti à la S.A.R.L. BATEAU TAXI LE PELICAN domiciliée Zone



d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation conclue jusqu'au 18 décembre 2057 concerne le lot n°16B qui comprend une parcelle à bâtir d'une contenance de **34 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « Entretien et maintenance des bateaux taxis du bénéficiaire ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 100 000 € HT.

La redevance a été fixée à 13,85 €/an/m².

Par avenant n°1 signé en date du 09 juillet 2014, les parties ont convenu d'acter la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la nouvelle dénomination de l'Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 29 juin 2010, toutes les mentions « Syndicat Mixte Ports Toulon Provence » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

## **Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 29 juin 2010, l'article 4 « Ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier » est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'exercice de l'activité visée à l'article précédent, le bénéficiaire est tenu de réaliser les travaux de construction immobilière définis dans le descriptif ci-dessous et de remises aux normes telles que définis dans l'annexe à la convention de la zone d'activité portuaire.

A ce titre et s'agissant d'une remise à niveau complète, il n'a pas été établi d'état d'installation intérieure de gaz, de diagnostic de performance énergétique, d'état d'installation intérieure d'électricité. Le bénéficiaire est néanmoins tenu de respecter toutes les obligations législatives et réglementaires propres aux locaux dont il a la charge à la signature du présent contrat dans l'attente de la réalisation des travaux.

Le plan joint en annexe précise la superficie à bâtir.

En ce qui concerne l'enveloppe extérieure, les travaux comprennent :

- Reconstruction complète de la couverture et si nécessaire de la charpente
- Ravalement des façades et pignons par enduits hydrauliques
- Remplacement de toutes les menuiseries extérieures : fenêtres, volets, portes, auvents...

En ce qui concerne le volume intérieur, les travaux comprennent la remise à niveau aux normes en vigueur applicables aux constructions neuves au jour de la signature du présent contrat.

L'occupant est autorisé à réaliser, sous réserve de l'obtention du permis de construire et d'une manière générale de toutes les autorisations administratives pour ce faire :

- un logement équipé de 2 couchages maximum répondant aux conditions de l'article IV du titre II de l'annexe à la présente convention.
- Tous travaux complémentaires nécessaires à l'activité autorisée.

Le montant des dépenses hors taxes à engager pour ces installations est évalué à 100 000 euros HT.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel constaté le dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait, la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Conformément à la convention signée le 19 décembre 2007, le barème est le suivant :

I= Montant de l'investissement en euros  
D= Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 Euros < I < 20 000 Euros	alors D = 27 + [ (I - 10 000) / 1 000 ]
Si 20 000 Euros < I < 100 000 Euros	alors D = 37 + [ (I - 20 000) / 4 000 ]
Si I > 100 000 euros	alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- si la fraction d'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure.

Le bénéficiaire a un droit réel tel que prévu dans le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et le Code Général des Collectivités Territoriales sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalise.

### **Article 3 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 29 juin 2010, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 7 de l'Autorisation d'Occupation signée par la S.A.R.L. LOCAMARINE le 19 décembre 2007, la présente convention est conclue jusqu'au **31 décembre 2064**.

Les investissements d'un montant de 100 000 € HT devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la quatrième année suivant la délivrance du contrat. Un contrôle sera opéré à cette date.

Les investissements de quelque nature que ce soit réalisés après le dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant.

### **Article 4 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

**Article 5 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Bateau Taxi le Pélican

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Yan GABRIEL

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. LE DAUPHIN PORQUEROLLAIS  
Quai Claude Meiffret  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°206 (Ex N°36)  
LOT N°209 (Ex N°39)  
LOT N°212 (Ex N°39)**

## **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. LE DAUPHIN PORQUEROLLAIS, dont le siège est à HYERES (83400), Quai Claude Meiffret, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 390 232 304, dûment représentée par Monsieur Franck NARBONNE, Gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 30 novembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. LE DAUPHIN PORQUEROLLAIS, domiciliée Quai Claude Meiffret, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 49 ans concerne le lot N° 36 qui comprend un rez-de-chaussée d'une contenance de 20 m<sup>2</sup> et une terrasse d'une superficie de 30 m<sup>2</sup> ainsi que le lot N°39 qui comprend une emprise au sol d'une contenance de 5 m<sup>2</sup> et un plancher à bâtir en étage d'une contenance de 32 m<sup>2</sup>.

A noter que les droits réels sur l'emprise du couloir d'entrée (1,43 x 3,60) n'intéresse que le rez-de-chaussée (l'étage étant attribué au lot N°41).

A noter que le lot N°39 est grevé d'une servitude de passage sur l'emprise du couloir d'entrée et de l'escalier afin de permettre au titulaire du lot N° 41 d'accéder à son étage.

La destination des lieux mis à disposition est « boutique souvenirs, articles de plage ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 94 390,42 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 11 juin 2014, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence et la S.A.R.L. LE DAUPHIN PORQUEROLLAIS ont décidé de modifier la convention afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots devenus « LOTS N°206 (Ex N°36), N°209 et 212 (Ex N°39) » les superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 30 novembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 30 novembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 94 390,42 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros  
D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$   
Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$   
Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **56 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2063.**

Les investissements d'un montant de **94 390,42 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.



**Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. le Dauphin Porquerollais

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Roger NARBONNE

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**SARL Entreprise Générale de Construction et Rénovation CREG  
Zone d'Activités Portuaires  
Rue du Phare  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N° 101 (Ex N°2)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

### **d'une part,**

Et la SARL Entreprise Générale de Construction et Rénovation CREG dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Rue du Phare, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 322 336 298, dûment représentée par M. Alexis GERBOTTO, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

### **d'autre part,**

## **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 07 novembre 2007, le Département du Var a consenti à la SARL CREG domiciliée Rue du Phare, Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 47 ans concerne le **lot n°2** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **46 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « stockage produit inerte et bureau ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 88 367,46 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 07 juillet 2014, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, nouvelle Autorité Portuaire, et la SARL Entreprise Générale de Construction et Rénovation CREG représentée par M. Alexis GERBOTTO ont décidé de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 07 novembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 07 novembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 88 367,46 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si  $10\,000 \text{ euros} < I \leq 20\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si  $20\,000 \text{ euros} < I \leq 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si  $I > 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 57$

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **54 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2061.**

Les investissements d'un montant de **88 367,46 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. CREG

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Alexis GERBOTTO

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 2 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**Madame Catherine GIARDINA  
Place d'Armes  
12, Terrasse de Saint Agathe  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N° 103 (Ex N°4)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et Madame GIARDINA Catherine domiciliée à HYERES (83400), Place d'Armes, 12 Terrasses Ste Agathe, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 330 738 014, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 14 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Madame Catherine GIARDINA, dans la Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 24 ans concerne le **lot n°4** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **13 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « stockage produit alimentaire ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 13 952,76 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par l'avenant n° 1 signé en date du 07 juillet 2014, il a été décidé de modifier la convention signée le 14 décembre 2007 afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 14 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 14 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 13 952,76 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :



-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **31 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2038.**

Les investissements d'un montant de **13 952,76 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Catherine GIARDINA

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. SOLEIL DES ILES  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°100 (Ex N° 1)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L à associé unique SOLEIL DES ILES dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 378 025 233, dûment représentée par son gérant associé unique Monsieur Yves FOENQUINOS, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 11 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. Soleil des Iles domiciliée Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le lot n°1 qui comprend :

- une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **96m<sup>2</sup>**
- une terrasse d'une superficie de **56m<sup>2</sup>**

La destination des lieux mis à disposition est « **Animation – Bar – Discothèque** ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 241 847,82 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 18 juillet 2011, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence et la S.A.R.L. Soleil des Iles représentée par M. FOENQUINOS ont décidé notamment de prendre acte de la dénomination de la nouvelle Autorité concédante, de modifier la destination des lieux mis à disposition, celle-ci devenant « **Bar avec ambiance musicale – Restauration** » ainsi que certaines dates et délais concernant la réalisation des travaux.

Par avenant n°2 signé en date du 16 juin 2014, les parties ont convenu de tenir compte de la référence cadastrale créée, de modifier le numéro du lot devenu **lot**

**100** et sa superficie compte tenu de la création d'une copropriété, de modifier certaines dates et délais de travaux figurant dans l'avenant 1 devenus obsolètes.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 11 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 11 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 241 847,82 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors D = 27 + [(I - 10 000) / 1 000]

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors D = 37 + [(I - 20 000) / 4 000]

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans, soit 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **241 847,82 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Soleil des Iles

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Yves FOENQUINOS

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. ASSISTANCE MARINE  
19, rue du Phare  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°113 (Ex N°15)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

### **d'une part,**

Et la S.A.R.L. ASSISTANCE MARINE dont le siège est à HYERES (83400), 19, rue du Phare, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 327 375 937, dûment représentée par Madame Isabelle ROSSI, gérante, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

### **d'autre part,**

## **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 13 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. ASSISTANCE MARINE domiciliée 19, rue du Phare, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le **lot N°15** qui comprend :

- une parcelle à bâtir d'une contenance de **109 m<sup>2</sup>**
- une terrasse d'une superficie de **79 m<sup>2</sup>**

La destination des lieux mis à disposition est « Vente accessoires nautiques ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 232 545,99 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02 juillet 2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Un avenant n°1 à la convention a été signé en date du 18 juin 2014 afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Un avenant n°2 à la convention a été signé en date du 11 février 2016 afin de prendre en considération l'extension d'activités en vue de satisfaire aux demandes

des clients de la société, à savoir le gardiennage de divers petits mobiliers et matériels de type : accastillage composant les bateaux, annexes souples, voiles, planches à voiles, appareils de chauffage, kit d'amarres avec chaînes, bicyclettes...,

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 13 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

#### **Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 13 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 232 545,99 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$



Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **232 545,99 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Assistance Marine

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Isabelle ROSSI

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. LOCAMARINE 75  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°114 (Ex N°16A)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. LOCAMARINE 75 dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 407 842 384, dûment représentée par Monsieur Eric SANCHEZ, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 19 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. LOCAMARINE 75 domiciliée Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le **lot N°16** qui comprend :

- une parcelle à bâtir d'une contenance de **108 m<sup>2</sup>**
- une terrasse d'une superficie de **82 m<sup>2</sup>**

La destination des lieux mis à disposition est « location, gestion, gardiennage et maintenance de bateaux ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 186 036,79 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 29 juin 2010, le Syndicat Mixte Varois des Ports du Levant et la S.A.R.L. LOCAMARINE 75 représentée par M. Eric SANCHEZ, son gérant, ont décidé notamment de prendre acte de la dénomination de la nouvelle Autorité concédante et de modifier :

- la désignation du lot N°16 qui a été divisé en 2 lots (16 A et 16 B), seul le lot 16 A a été mis à disposition de la S.A.R.L. LOCAMARINE 75 (parcelle à bâtir de **74 m<sup>2</sup>** environ et terrasse de **82 m<sup>2</sup>**)
- le montant des travaux qui est devenu : 100 000 € HT,
- ainsi que certaines dates et délais concernant la réalisation des travaux.

Par avenant n°2 signé en date du 20 juin 2014, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence et la S.A.R.L. LOCAMARINE 75 ont décidé de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la nouvelle dénomination de l'Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 19 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 19 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 100 000 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si  $10\,000 \text{ euros} < I \leq 20\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si  $20\,000 \text{ euros} < I \leq 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si  $I > 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 57$

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **100 000 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

**Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Locamarine 75

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Eric SANCHEZ

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.S. MAJACAN  
1, rue de la Ferme  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°115 (Ex N°17)**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.S. MAJACAN dont le siège est à HYERES (83400), 1 rue de la Ferme, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 393 755 921, dûment représentée par Monsieur Jacques THERY, Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 18 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. MAJACAN domiciliée 1, rue de la Ferme, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le **lot n°17** qui comprend :

- une parcelle à bâtir d'une contenance de **66 m<sup>2</sup>**
- une terrasse d'une superficie de **81 m<sup>2</sup>**

La destination des lieux mis à disposition est « stockage de produits inertes, réparation et entretien de cycles ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 152 829,22 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Un avenant n°1 à la convention a été signé en date du 12 juin 2014 afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lot, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.



Par avenant n°2 signé en date du 19 mai 2016, les parties ont convenu d'acter la transformation de la S.A.R.L MAJACAN en S.A.S (Société par actions simplifiée) MAJACAN.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 18 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 18 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 152 829,22 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si  $10\,000 \text{ euros} < I \leq 20\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$   
Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **152 829,22 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
SAS MAJACAN

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jacques THERY

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L « BEUZ »  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°119 (Ex N°21)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L BEUZ, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 912 439 080, dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'Activités de Porquerolles, Ile de Porquerolles, dûment représentée par ses cogérants Madame Anaïs BEUZÉBOC, épouse DELAYGUES, et Monsieur Bastien BEUZÉBOC, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 11 avril 2013, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, ancienne autorité portuaire, a consenti à la S.A.R.L VGG, domiciliée 1586 Boulevard Jean Baptiste Abel 83000 TOULON, une convention d'occupation temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation conclue jusqu'au 31 décembre 2057 concerne le lot n°**21** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **37m<sup>2</sup>** et une terrasse d'une superficie de **60 m<sup>2</sup>**.

La destination des lieux mis à disposition est « Restauration ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 102 320, 23 € HT, soit 122 375 € TTC.

La destination des lieux mis à disposition est « **Restauration** ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à **102 320, 23 € HT**.

Par avenant n° 1 en date du 05 juin 2014, la convention du 11 avril 2013 a été modifiée afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, la nouvelle référence de lot devenue lot **119**, les superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon

Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Conformément à la décision du Bureau Métropolitain n° 22/298 du 09 mai 2022, il a été signé l'avenant n° 2 en date du 11 mai 2022 par lequel une cession d'actifs corporels et incorporels a été consentie entre la SARL VGG et la SARL « BEUZ » et acceptée par la Métropole.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 11 avril 2013, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 102 320,23 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors D = 27 + [ (I - 10 000) / 1 000]

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors D = 37 + [ (I - 20 000) / 4 000]

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **102 320,23 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

**Article 2 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

**Article 3 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. BEUZ

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Anaïs DELAYGUES et Bastien BEUZBOC

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**SARL PORQUALIMENTATION  
6, place d'Armes  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°122 (Ex N°24)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la SARL PORQUALIMENTATION dont le siège est à HYERES (83400), 6, place d'Armes, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 411 668 320, dûment représentée par Monsieur Philippe PISANI, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 23 juin 2008, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L L'ABRICOTIER domiciliée Place d'Armes Zone d'Activité de l'île de Porquerolles 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels pour une durée de **31 ans** concernant le **lot n° 24** qui comprend une **parcelle d'une contenance de 13 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « Stockage produit inerte ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 23 254,60 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du conseil général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an/m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par courriers en date des 18 février, 16 mars et 26 avril 2013 la S.A.R.L L'ABRICOTIER représentée par son gérant M.SCOTTO nous a fait part de son souhait de céder les droits issus de la convention d'AOT constitutive de droits réels sus visée au profit de la S.A.S BLUE ALIZE représentée par sa présidente Mme TIET Kiey qui a accepté cette cession.

Par convention signée le 30 juillet 2013, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a donc établi une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels au profit de la S.A.S. BLUE ALIZE.

Par avenant n° 1 signé en date du 07 juillet 2014, il a été pris en considération la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, la nouvelle référence de lot devenu lot n°122 ainsi que les superficies et tantièmes



généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par avenant n° 2 signé en date du 31 juillet 2018, conformément à la décision du Bureau n° 17/654 en date du 28 août 2017, il a été décidé d'acter la cession des droits issus de sa convention d'AOT constitutive de droits réels de la SAS Blue Alizé au profit de la SARL Porqualimentation ainsi que la nouvelle Autorité Portuaire, à savoir la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 30 juillet 2013, l'article 4 « Ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier » est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'exercice de l'activité visée à l'article précédent, le bénéficiaire est tenu de réaliser les travaux de construction immobilière définis dans le descriptif ci-dessous et de remises aux normes telles que définis dans l'annexe à la convention de la zone d'activité portuaire.

A ce titre et s'agissant d'une remise à niveau complète, il n'a pas été établi d'état d'installation intérieure de gaz, de diagnostic de performance énergétique, d'état d'installation intérieure d'électricité. Le bénéficiaire est néanmoins tenu de respecter toutes les obligations législatives et réglementaires propres aux locaux dont il a la charge à la signature du présent contrat dans l'attente de la réalisation des travaux.

Le plan joint en annexe précise la superficie à bâtir.

En ce qui concerne l'enveloppe extérieure, les travaux comprennent :

- Reconstruction complète de la couverture et si nécessaire de la charpente
- Ravalement des façades et pignons par enduits hydrauliques

-Remplacement de toutes les menuiseries extérieures : fenêtres, volets, portes, auvents...

En ce qui concerne le volume intérieur, les travaux comprennent la remise à niveau aux normes en vigueur applicables aux constructions neuves au jour de la signature du présent contrat.

L'occupant est autorisé à réaliser, sous réserve de l'obtention du permis de construire et d'une manière générale de toutes les autorisations administratives pour ce faire :

Tous travaux complémentaires nécessaires à l'activité autorisée (pas de logement ni de terrasse).

Le montant des dépenses hors taxes à engager pour ces installations est évalué à **23 254,60 € HT.**

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Conformément à la convention signée le 23 juin 2008, le barème est le suivant :

I= Montant de l'investissement en euros

D= Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 Euros < I ≤ 20 000 Euros    alors D = 27 + [ (I - 10 000) / 1 000 ]

Si 20 000 Euros < I ≤ 100 000 Euros    alors D = 37 + [ (I - 20 000) / 4 000 ]

Si I > 100 000 Euros    alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-si la fraction d'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure.

Le bénéficiaire a un droit réel tel que prévu dans le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et le Code Général des Collectivités Territoriales sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalise. »

## **Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 30 juillet 2013, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 7 de la Convention d'AOT constitutive de droits réels signée par la S.A.R.L L'ABRICOTIER le 23 juin 2008, la présente convention est conclue jusqu'au **31 décembre 2045.**

Les investissements d'un montant de 23 254,60€ HT devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence conformément à l'article 4 ci-dessus.

Les investissements de quelque nature que ce soit réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. PORQUALIMENTATION

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Philippe PISANI

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. CHEZ NANARD  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°207 (Ex N°37)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

### **d'une part,**

Et la S.A.R.L. CHEZ NANARD dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 511 125 528, dûment représentée par Mademoiselle Lyvia GENEVET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

### **d'autre part,**

## **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 19 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Monsieur Bernard GENEVET, domicilié Rue de la Ferme, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 29 ans concerne le **lot N°37** qui comprend un rez-de-chaussée d'une contenance de **21 m<sup>2</sup>** et une terrasse d'une superficie de **30 m<sup>2</sup>**.

La destination des lieux mis à disposition est « location de bicyclettes ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 18 603,67 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 signé en date du 08 novembre 2010, le Syndicat Mixte Varois des Ports du Levant et la S.A.R.L. CHEZ NANARD, représentée par Mademoiselle Lyvia GENEVET, ont décidé notamment de prendre acte de la dénomination de la nouvelle Autorité concédante et du décès de Monsieur Bernard GENEVET et de modifier la dénomination du bénéficiaire, ainsi que certaines dates et délais concernant la réalisation des travaux.

Par avenant n° 2 en date du 18 juin 2014, il a été décidé de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés

par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la nouvelle dénomination de l'Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 19 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 19 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 18 603,67 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors D = 27 + [(I - 10 000) / 1 000]

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors D = 37 + [(I - 20 000) / 4 000]

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **36 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2043.**

Les investissements d'un montant de **18 603,67 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Chez Nanard

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Lyvia GENEVET

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L Société d'Exploitations Commerciales Porquerollaises  
SECP  
36, rue de l'Artisanat  
ILE DE PORQUEROLLES  
83400 HYERES**

**LOT N° 203 (ex n° 33)  
LOT N° 208 (ex n° 38)**



## **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

### **d'une part,**

Et la société S.A.R.L Société d'Exploitations Commerciales Porquerolles SECP, dont le siège est à HYERES (83400), 36, rue de l'Artisanat, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 345 054 407, dûment représentée par son Gérant, Monsieur Laurent FONTE, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

### **d'autre part,**

#### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 22 novembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L Société d'Exploitations Commerciales Porquerolles SECP dont le siège est situé 36, rue de l'Artisanat sur l'île de Porquerolles une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation, d'une durée de 50 ans, concerne les lots n°12 et 33 qui comprennent :

- Pour le lot 12, une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de 28 m<sup>2</sup>
- Pour le lot 33, une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de 63m<sup>2</sup> et une terrasse d'une superficie de 17 m<sup>2</sup>.

La destination des lieux mis à disposition est « Stockage alimentaire » pour le lot 12 et « Alimentation générale » pour le lot 33.

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 125 574,82 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du conseil général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n° 1 signé en date du 06 septembre 2010, le Syndicat Mixte Varois des Ports du Levant ont décidé de prendre acte de la nouvelle autorité concédante, de mettre à disposition le lot 38 d'une contenance de 47 m<sup>2</sup> à la place du lot 12 et de modifier le montant des travaux qui est devenu 147 666, 68 € HT.

Par avenant n° 2 signé en date du 20 juin 2014, il a été pris en considération la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots devenus lots n°203 et 208, les superficies et

tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité portuaire concédante, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 22 novembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 22 novembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 147 666,68 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si  $10\,000 \text{ euros} < I \leq 20\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors D = 37 + [ (I – 20 000) / 4 000]  
Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **147 666,68 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. SECP

Laurent FONTE

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. COOPERATIVE DE PORQUEROLLES  
30, rue de l'Artisanat  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°205 (Ex N°35)  
et LOT N°204 (Ex N°34)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

### **d'une part,**

Et la S.A.R.L. COOPERATIVE DE PORQUEROLLES dont le siège est à HYERES (83400), 30, rue de l'Artisanat, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 324 746 965, dûment représentée par Monsieur Christophe GHERARDI, gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

### **d'autre part,**

#### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 06 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. COOPERATIVE DE PORQUEROLLES, domiciliée 30, rue de l'Artisanat, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 31 ans concerne le **lot N°35** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **21 m<sup>2</sup>** et une terrasse d'une superficie de **30 m<sup>2</sup>**.

La destination des lieux mis à disposition est « restauration ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 25 114,96 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros / an / m<sup>2</sup> révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Un avenant n°1 a été signé entre les parties en date du 09 juillet 2014 en vue de modifier la convention afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots devenu lot 205, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par avenant n° 2 signé en date du 29 août 2014, il a été acté le transfert de l'AOT du lot 204 (ex 34) Mme FONTE au profit de la S.A.R.L COOPERATIVE DE PORQUEROLLES, dépendant de la Copropriété bâtiment B Volume 2 – Port de

Porquerolles cadastré section IC n° 34 qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une surface brute intérieure de 34,45m<sup>2</sup> et une terrasse d'une surface de 20,70m<sup>2</sup>, représentant en tantièmes généraux 548/10 000èmes et les investissements ont été ajustés à un montant de 72 079,47 € HT.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 06 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 06 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 72 079,47 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si  $20\,000 \text{ euros} < I \leq 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$   
Si  $I > 100\,000 \text{ euros}$  alors  $D = 57$

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **50 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2057.**

Les investissements d'un montant de **72 079,47 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Coopérative de Porquerolles

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Christophe GHERARDI

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.R.L. SUCRÉ SALÉ  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°211 (Ex N°41)**



ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. SUCRÉ SALÉ dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 504 247 453, dûment représentée par Madame Corinne MENGUY née MOULIETS, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

**d'autre part,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 05 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Madame Renée MOULIETS épouse GAUTIER, commerçante en exploitation directe sise Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 36 ans concerne le **lot n°41** qui comprend :

- un rez-de-chaussée à bâtir d'une contenance de **13 m²**
- une surface de plancher en étage à bâtir d'une contenance de **18 m²**
- une terrasse d'une superficie de **20 m²**

La destination des lieux mis à disposition est « **vente de glaces et boissons, sandwicherie** ».

L'accès à l'étage du lot n° 41 est assuré par une servitude de passage sur l'emprise du lot n° 39 incluant le couloir et l'escalier.

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 42 462,90 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n° 1 signé en date du 28/06/2010, le Syndicat Mixte Varois des Ports du Levant et la S.A.R.L. SUCRÉ SALÉ représentée par Madame Renée MOULIETS ont décidé notamment de prendre acte de la dénomination de la nouvelle Autorité concédante, de modifier la dénomination du bénéficiaire qui est devenu la S.A.R.L. SUCRÉ SALÉ et donc la forme juridique d'exploitation du commerce, ainsi que certaines dates et délais concernant la réalisation des travaux.

Par avenant n°2 signé en date du 7 juillet 2014, les parties ont décidé de modifier la convention et l'avenant n°1 sus mentionnés afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux, ainsi que la nouvelle dénomination de l'Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 05 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 05 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 42 462,90 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors D = 27 + [ (I – 10 000) / 1 000]

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors D = 37 + [ (I – 20 000) / 4 000]

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **43 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2050.**

Les investissements d'un montant de **42 462,90 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue du présent contrat.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

**Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Sucré Salé

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Corinne MENGUY

Hubert FALCO

**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 4 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**S.A.S. DISCULPA  
Rue de l'Artisanat  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°118 (Ex N°20)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

### **d'une part,**

Et la S.A.S. DISCULPA dont le siège est sis Rue de l'Artisanat, Ile de Porquerolles 83400 HYERES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 808 360 499, représentée par son Président, Monsieur Georges PAUL ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « l'occupant ».

### **d'autre part,**

## **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 20 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Monsieur Georges PAUL, commerçant, sis Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le lot **N°20** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **34 m²**,

et le lot **N°22** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **86 m²** et une terrasse d'une superficie de **21 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « location de cycles et services bagages ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 279 055,18 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Par avenant n°1 en date du 18 juin 2014, il a été décidé de modifier la numérotation des lots devenus respectivement lot n°118 et lot n°120, de leur affecter des tantièmes de copropriété, de modifier certaines dates et certains délais indiqués dans la convention initiale, et d'acter le changement d'Autorité Portuaire, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par avenant n°2 signé en date du 26 mars 2015, il a été acté que Monsieur Georges PAUL pourrait désormais exploiter les lots sus mentionnés sous la forme d'une

S.A.S. (Société par Actions Simplifiée) dénommée DISCULPA dont il est le Président,

Conformément à la décision du Bureau Métropolitain n° 18/189 en date du 16 mars 2018, l'avenant n° 3 en date du 16 avril 2018 a acté que Monsieur Georges PAUL, président de la S.A.S. DISCULPA, cédait les droits issus de sa convention d'AOT constitutive de droits réels concernant le lot n° 120 (ex lot 22) au profit de la S.A.R.L. BLACK PEARL représentée par ses gérants Monsieur Aurélien CODER et Monsieur Stéphane RENOUX, que, de ce fait, l'investissement à engager s'élève à 67 289,90 € HT. Il a également été le changement d'Autorité Portuaire, à savoir la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 20 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 67 289,90 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors  $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors  $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **49 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2056.**

Les investissements d'un montant de **67 289,90 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

## **Article 2 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

## **Article 3 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
SAS DISCULPA

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Georges PAUL

Hubert FALCO



**ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES**

**Avenant n° 4 à la Convention d'occupation temporaire  
du domaine public  
portuaire constitutive de droits réels  
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Hôtel de la Métropole  
107, boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

**Et**

**SARL YACHT SERVICE  
Zone d'Activités Portuaires  
Ile de Porquerolles  
83400 HYERES**

**LOT N°200 (Ex N°30)**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

**d'une part,**

Et la S.A.R.L. YACHT SERVICE dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 398 000 273, dûment représentée par Monsieur Hubert DE VEYLLER, gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant ».

**d'autre part,**

### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée le 06 décembre 2007, le Département du Var a consenti à la S.A.R.L. YACHT SERVICE domiciliée Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 48 ans concerne le **lot N°30** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **67 m²** et une terrasse d'une superficie de **69 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « Vente accessoires et petites réparations nautiques ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 93 395,31 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Un avenant n°1 à la convention a été signé en date du 18 juin 2014 afin de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Un avenant n°2 a été signé en date du 2 afin d'autoriser la S.A.R.L Yacht Service à héberger, provisoirement, à titre gracieux, la S.A.S La Brasserie Porquerollaise dont l'activité est la fabrication artisanale de bières dans le lot n° 200, pour une durée de 18 mois, soit jusqu'au 02 novembre 2017.

Un avenant n°3 a été signé en date du 29 avril 2019 afin d'autoriser la S.A.R.L Yacht Service à héberger, provisoirement, à titre gracieux, la S.A.S La Brasserie Porquerollaise dont l'activité est la fabrication artisanale de bières dans le lot n° 200, pour une durée de 3 ans soit jusqu'au 02 novembre 2020. Depuis lors, la SAS La Brasserie Porquerollaise n'occupe plus le local.

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire et la nouvelle durée d'occupation.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 06 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

**Article 2 :**

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 06 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**I = 93 395,31 € HT**

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors D = 27 + [ (I – 10 000) / 1 000]  
Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors D = 37 + [ (I – 20 000) / 4 000]  
Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

- Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure
- Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **55 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2062.**

Les investissements d'un montant de **93 395,31€ HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

### **Article 3 :**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

### **Article 4 :**

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,  
S.A.R.L. Yacht Service

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert DE VEYLLER

Hubert FALCO